

soit plus du tiers, étaient dus par la Pologne. Près de la moitié de la dette extérieure de ce pays, soit 13 milliards de dollars, est due à des banques commerciales. En 1981, avant même la crise mexicaine, la Pologne avait déjà du mal à faire face à ses obligations et avait demandé un rééchelonnement de sa dette. Peu après, la Roumanie, la Yougoslavie, la Hongrie et l'Allemagne de l'Est ont eu des problèmes de liquidités qu'elles ont également réglés par voie de rééchelonnement. Jusqu'à maintenant, exception faite de la Pologne et de la Yougoslavie, les pays à économie dirigée ont mieux réussi que les pays du Tiers monde à imposer les rigoureux et nécessaires programmes d'ajustement qu'on exige d'eux. Le Canada et plusieurs autres pays occidentaux, dont les États-Unis, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, ainsi que leurs banques, ont lourdement investi dans certains pays est-européens.

### **La diminution du nombre de nouveaux prêts**

Fait beaucoup plus inquiétant que la dette des pays du Tiers monde, ces derniers ne parviennent plus à obtenir de nouveaux prêts des banques commerciales. En fait, nombre d'entre eux doivent composer à l'heure actuelle avec d'importantes sorties nettes de capitaux. En 1981, les prêts des banques commerciales à tous les pays en développement se sont élevés à 50 milliards de dollars. En 1985, cette somme est tombée à 16 milliards, dont la plus grande partie est allée aux pays en développement d'Asie, et en 1986 les nouveaux prêts aux pays d'Amérique latine ont été pratiquement gelés.

Les pays emprunteurs s'inquiètent aussi de la diminution des crédits à l'exportation constatée depuis la crise mexicaine. Selon la Banque mondiale, les crédits publics à l'exportation, ou ayant l'appui d'un gouvernement, accordés aux pays en voie de développement sont tombés de 14 à 8 milliards de dollars entre 1981 et 1983. Dans les pays en développement à faible revenu, la baisse du financement à l'exportation a été encore plus marquée, tombant de 1,2 milliard en 1980 à seulement 250 millions en 1983. Ces compressions reflètent la prudence bien compréhensible des organismes de crédit à l'exportation qui sont aux prises avec des rééchelonnements et d'énormes réclamations d'assurance lorsque vient le temps de financer des clients n'ayant plus une cote de solvabilité suffisante. Elles reflètent aussi la baisse de la demande de ces crédits de la part des pays en développement eux-mêmes, compte tenu de la réduction de leurs programmes d'investissement.

Les institutions financières internationales contribuent, elles aussi, au reflux des capitaux. Comme les prêts octroyés par le FMI en 1982 et 1983 étaient à relativement court terme, les fonds sont vite retournés d'où ils venaient. Les statistiques du FMI indiquent qu'en 1986, le Fonds avait recouvré 200 millions de dollars nets des pays emprunteurs faisant problème, montant qui atteindra 1,6 milliard de dollars en 1987. Environ 400 millions proviennent de petits pays à faible revenu, dont 200 millions de l'Afrique subsaharienne, autrement dit, des pays les moins capables de payer. En 1986, la Banque mondiale\* a failli

\* Dans notre rapport l'expression « Banque mondiale » renvoie en général à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, et non pas à ses filiales, à savoir l'Association internationale de développement (AID) ou la Société financière internationale (SFI). Ces établissements constituent à eux trois le Groupe de la Banque mondiale. Le lecteur trouvera à l'annexe A du présent rapport une description des fonctions de ces divers organismes, ainsi que celles des banques de développement régional.